



1. *Rapport d'activité de la CGT Educ'action* *95* *Congrès d'Argenteuil 21-22 janvier 2016.*

2. Éléments du contexte national et international.

3. Notre dernier congrès s'est tenu il y a trois ans en décembre de 2012. Notre rapport d'activité est donc un outil pour faire un bilan du fonctionnement durant les trois dernières années. Bien entendu, on ne peut éviter également d'inscrire notre action syndicale dans le contexte national et international.

Le dernier rapport d'activité de notre syndicat revenait sur l'éclatement de la bulle financière qui avait entraîné une crise aigue du capitalisme dont nous subissons aujourd'hui encore les conséquences. Les déficits publics sont devenus désormais les arguments pour mettre en place une austérité généralisée en France comme ailleurs en Europe. S'il est bien un terme qui est revenu comme leitmotiv depuis les trois dernières années, c'est bien celui d'austérité. Si le gouvernement socialiste élu en 2012 se refuse à l'employer, il est pourtant le cap d'une politique publique rivée sur les impératifs du pacte de stabilité jusqu'à une date récente.

4. Si aucun progrès social n'était attendu de la part d'un gouvernement socialiste, les travailleurs ont pu constater une permanence de la politique économique entre les gouvernement Sarkozy et Hollande. L'appellation sociale démocrate assumée par le président de la république s'inscrit dans la tradition non pas du réformisme mais bien dans celle d'une acceptation du capitalisme face auquel les travailleurs doivent s'adapter, autre terme pour adoucir celui de subir. Le pacte de compétitivité est en cela un bon exemple de la politique menée. L'objectif affiché est de favoriser une croissance qui apparaît comme le seul outil de progrès social en s'appuyant sur les entreprises dont les cotisations diminuent. Nous sommes dans la réponse du capital aux conquêtes du monde ouvrier de l'après guerre où le rapport de force permettait d'imposer une autre répartition des richesses. Les résultats du pacte de stabilité sont d'ailleurs flagrants, la courbe du chômage ne fait que croître pour atteindre plus de 6 millions de chômeurs. Derrière l'analyse conjoncturelle, il s'agit bien de mettre en évidence la concentration de plus en plus importante d'une richesse nationale mais plus globalement mondiale dans les mains du capital. La part du travail dans la répartition des richesses tend à s'amenuiser depuis les années 80. L'appellation de crise qui n'est finalement qu'une mutation du capitalisme sert de prétexte à une pression du capital sur le travail. La richesse ne baisse plus mais elle se concentre.

5. D'un point de vue international, la situation de la Grèce a été au centre du mouvement social européen. En effet, le pays a pu servir d'observatoire du fonctionnement des instances économiques européennes et mondiales. L'austérité menée à outrance conjointement par le gouvernement grec, l'union européenne, la banque centrale et le FMI ont entraîné un marasme économique et une misère sans

précédent pour le peuple grec. La réponse s'est traduite par l'effondrement d'un parti de gouvernement comme le Pasok et l'émergence d'un parti comme Syryza mais également il ne faut pas l'oublier comme Aube dorée. L'arrivée au pouvoir de Syryza et de son dirigeant Alexis Tsipras a pu susciter un espoir dans le mouvement social européen dans le cadre de la lutte contre l'austérité. Celui-ci fut de courte durée. Après une consultation anti-austérité au début de l'été par voie de référendum, le gouvernement grec a accepté les principales revendications de la Troïka revenant ainsi dans le giron des politiques austéritaires européennes. L'analyse de l'échec de Syryza est un bon moyen de poser les bases de la construction du mouvement syndical et de sa capacité à inverser le rapport de force qui se situe à l'heure actuelle dans le camp du capital. L'échec d'un gouvernement élu à s'opposer au diktat du Capital ne signifie pas que les travailleurs n'auront pas la possibilité de s'y opposer à l'avenir.

6. Bien entendu, on ne peut faire un tour de l'actualité nationale et internationale sans revenir sur les attentats qui ont eu lieu en janvier et en novembre 2015. La CGT Educ'action 95 a exprimé la solidarité envers avec les victimes du terrorisme. Nous avons également publié un numéro spécial suite aux attentats de Charlie Hebdo pour également poser les termes du débat, questionner l'union nationale et les solutions apportées. Car le climat actuel ne fait que renforcer une confusion qui profite non pas au mouvement syndical mais bien à l'extrême droite. La montée du FN, la médiatisation de la manif pour tous contre la loi sur le mariage mais aussi et toujours contre l'IVG sont des motifs légitimes d'inquiétude. Ils traduisent une poussée de la réaction et le retour sur le devant de la scène de mouvements d'extrême droite ou fascisants qu'ils soient en France ou ailleurs dans le Monde.

7. Ces éléments ne font pas oublier les autres points de tension du globe que cela soit en Palestine où la politique de colonisation ne fait que s'intensifier alors que dans le même temps l'espoir de la création d'un Etat s'éloigne et ce malgré la reconnaissance par l'ONU. LA CGT éduc'action 95 dénonce toute criminalisation des militants BDS. Aucun bilan n'est non plus tiré de l'intervention de la France au Mali alors que les frappes vont en s'intensifiant sur DAESH en Syrie et en Irak. Le syndicat CGT éduc'action 95 tient à réaffirmer son attachement à la solidarité internationale et son opposition aux interventions militaires du gouvernement français et ses alliés qui ne peuvent qu'attiser les haines entre les peuples. Ces éléments de contexte servent à aborder la question du mouvement syndical durant cette période. Notre congrès se tient dans un contexte lourd d'état d'urgence et de restriction des libertés (cf motion du 22 janv) mais également de criminalisation du mouvement syndical et ouvrier (Air France, Goodyear...).

8. L'action syndicale durant le dernier mandat.

9. Force est de constater que la réponse syndicale n'est pas satisfaisante. Le terme même de réponse implique en lui-même que nous sommes dans une réaction face à un capital à l'offensive. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement socialiste n'est

certainement pas étranger à la faiblesse du camp des travailleurs. Notre confédération n'a pas impulsé les luttes face à un gouvernement dont elle espérait obtenir des avancées sans créer le rapport de force. Revenir sur les trois dernières années, c'est aussi faire le point avec lucidité et sans tabou sur notre confédération. La crise liée à l'affaire Lepaon est apparue comme un révélateur des lignes de tension qui agitent notre confédération. Crise à la fois démocratique, organisationnel, et d'orientation. La CGT Educ'action 95 a analysé dans ses instances comme dans ses publications les causes et les conséquences de cette crise. Nous avons porté au sein de l'interpro le mandat d'une plus grande démocratie au sein de la confédération, de la mise en place de pratiques qui permettent à court terme de retrouver une ligne de classe mais aussi de retrouver la confiance des travailleurs au sein de leur outil syndical. CF notre deuxième cahier spécial du début d'année 2015.

10. Plus globalement, la CGT peine à définir une stratégie autre que défensive. Dans le dernier rapport d'activité de la CGT Educ'action 95, nous déplorions l'absence de construction d'une grève reconductible durant la lutte pour les retraites en 2010. Depuis, en raison de ses liens avec le gouvernement Valls-Hollande, la direction confédérale n'a pas proposé le plan d'action nécessaire pour s'opposer à l'offensive du Capital. Durant les trois dernières années, nous pouvons regretter de ne pas avoir mené la lutte sur des réformes telles que l'ANI, le pacte de compétitivité ou le devenir du code du travail. L'austérité a pu apparaître comme un dénominateur commun permettant la construction d'un front intersyndical (Solidaires, FSU et FO) parfois en lien avec les organisations politiques à travers des journées de mobilisation (8 octobre, 9 avril 2015 par exemples). Il reste que ces journées, parfois réussies, se sont avérées sans lendemain avec le sentiment d'une routine contre-productive. Derrière cette problématique du calendrier de lutte se cache l'absence de volonté de construire une ligne de classe au sein de la CGT qui se pense de plus en plus comme un moyen de pression sur un pouvoir politique dont l'influence sur le capital tend à se réduire.

11. La CGT Educ'action 95 dans son champ professionnel : éléments de contexte et de bilan.

12. Si le gouvernement se vante de la fin des suppressions de postes dans l'éducation, le compte n'y est pas. On ne peut nier la poursuite de la casse de l'école, du primaire à l'université. Que cela soit sous Sarkozy ou Hollande, le dogme du socle commun de compétences reste la ligne directrice. L'école est idéologiquement perçue comme un moyen de sélection sociale permettant ensuite l'employabilité dans le monde de l'entreprise. Les inégalités socio-éducatives se creusent et ce malgré le discours gouvernemental de Peillon à Belkacem en passant par le court intermède Hamon. Dans cette optique, la CGT Educ'action 95 a largement participé aux luttes dans notre secteur d'activité. Les rythmes scolaires sont un exemple durant ces trois dernières années. La CGT Educ'action 95 est historiquement peu implantée dans le premier degré en terme de syndiqué-e-s. Pourtant, nous avons participé et animé la

lutte contre les rythmes scolaires dans le Val d'Oise. Cela s'est traduit par deux journées de grève en 2013. La mobilisation des personnels dans les bassins où nous sommes implantés (Garges, Pontoise, Argenteuil) a conduit le syndicat majoritaire SNUIPP à prendre position et à appeler à la grève en février 2013. Il reste que l'absence d'opposition réelle du SNUipp à la réforme mais sa volonté de l'aménager a réduit l'ampleur de la mobilisation. Dans cette lutte, comme dans celle du collège à l'heure actuelle, le travail intersyndical se construit principalement avec FO (SNUDI dans le premier degré et SNFOLC dans le second degré) qui porte une opposition aux réformes successives pour des motivations parfois éloignées de notre projet d'une école émancipatrice, avec SUD, syndicat avec lequel nous tentons de mettre en place un travail commun et dans une moindre mesure avec la FSU dont le positionnement pose parfois question. Il faut d'ailleurs distinguer dans les relations intersyndicales départementales le travail effectué avec le SNES (tract pour le 8 octobre 2015 contre l'austérité, contre la réforme du collège) de celui plus difficile avec le SNUIPP dont l'absence d'opposition à la réforme des rythmes scolaires créé une ligne de fracture manifeste. Le tract intersyndical de novembre 2015 sur Pontoise symbolise en cela la relation entre la CGT Educ'action et le SNUIPP 95. En effet, ce dernier, syndicat majoritaire dans le premier degré aussi bien en terme d'adhérent-e-s que de résultats aux élections, est obligé de s'aligner sur nos positions dans les luttes locales où nos militant-e-s font le travail de terrain. Cette situation est flagrante sur Garges, Pontoise et dans une moindre mesure Argenteuil. La CGT Educ'action 95 a donc poursuivi dans cette voie d'un renforcement de nos bases militantes là où nous étions organisés dans le premier degré. La manifestation sur Garges le 31 mars 2015 et la mobilisation de l'automne sur Pontoise illustrent cette stratégie.

13. La lutte contre la mise en place des nouveaux rythmes scolaires a mis à jour les difficultés à mettre en place un travail interprofessionnel notamment dans ce cadre précis avec les syndicats CGT des agents . La structuration en syndicat de ville avec une coordination départementale a pour conséquence de rendre hétérogènes les convergences de lutte la position des syndicats locaux n'étant pas forcément au diapason des revendications fédérales des services publics. Il a donc été impossible de construire localement une grève sur les mots d'ordre d'abrogation. Néanmoins, on constate depuis cette lutte la mise en place d'un travail commun sur la ville de Bezons et sur la ville de Pontoise avec le nouveau syndicat des agents de la ville dont la CGT Educ'action a favorisé la création à l'automne 2015.

14. Globalement la lutte contre la mise en place des nouveaux rythmes scolaires a permis à la CGT Educ'action d'apparaître dans le premier degré sur le Val d'Oise comme une force crédible d'opposition et de proposition principalement dans le bassin de Garges, Pontoise et dans une moindre mesure sur Argenteuil. Cela se traduit par une augmentation de la syndicalisation et une progression en terme de voix lors des élections professionnelles de décembre 2014,

15. La CGT Educ'action 95 a également pris part à la lutte contre la mise en place de la réforme de l'éducation prioritaire. En effet, celle-ci prévoit une transformation

des différents dispositifs (ZEP, PEP4, prévention violence) en réseaux d'éducation prioritaire concernant les collèges et les écoles primaires. Une distinction est faite entre les REP (réseau d'éducation prioritaire) et les REP + dans lesquels les personnels bénéficient d'une pondération afin de favoriser la concertation. La CGT Educ'action a analysé cette réforme ainsi que les luttes qui ont été mises en place à cette occasion (CF Journal départemental de mars avril 2015). L'absence d'annonce pour les lycées, l'absence de moyens supplémentaires la réforme se faisant à budget constant, le renforcement des techniques managériales à travers la mise en place de la pondération et du pilotage des actions pédagogiques des collègues ont favorisé la réunion d'assemblée générale par bassin puis départementalement à l'appel de la CGT Educ'action 95. La mobilisation a globalement mobilisé les lycées sur dans le département avec une exception notable sur Garges avec une journée de grève et de manifestation inter-degré sur des mots d'ordre plus larges comme le devenir de l'école dans le bassin. Deux journées de grèves ont particulièrement été suivies à la fin de l'année 2014 avec un notamment le point de mire du comité technique ministériel où des annonces devaient être faites. La question des lycées reste à l'heure actuelle en suspens tout comme les moyens globalement alloués à l'éducation prioritaire.

16. La lutte contre la réforme du collège s'inscrit dans le prolongement de la réforme des rythmes scolaires. Elle concerne en premier un secteur où nous nous développons mais où nous sommes encore à l'heure actuelle une organisation minoritaire. Cette réforme sensée permettre la réussite de tous renforce au contraire l'autonomie des chefs d'établissement, la concurrence entre les établissements, les personnels et les disciplines et participe au renforcement d'une école libérale. La novlangue pédagogique qui entoure la mise en place de la réforme a permis à la ministre de cataloguer l'ensemble des opposants à la réforme dans le camp de la réaction avec le SNALC (signataire des appels intersyndicaux) et des associations proches de la manif pour tous en focalisant l'attention médiatique sur le devenir des classes bi-langues, le devenir du latin. La CGT Educ'action 95 a dénoncé cette manipulation en réaffirmant notamment qu'un projet progressiste et émancipateur pour le collège passe par la question toute politique des effectifs par classe. La question de la pédagogie ne doit pas seulement être perçue comme un outil devant pallier les carences du système mais bien comme un des aspects de la transformation sociale, l'émancipation à travers la co-construction des savoirs. La question des EPI est forcément biaisée. La CGT Educ'action n'est pas contre la co-animation et la concertation des équipes mais cela nécessite formation, concertation et du temps pour les équipes.



17. La CGT Educ'action 95 a donc appelé deux fois à la grève au printemps 2015

puis en septembre avant de soutenir la marche nationale du 10 octobre. Cette lutte s'est construite intersyndicalement localement avec des appels CGT Educ'action, SNES, FO et SUD. Pourtant, si l'opposition à la réforme reste toujours aussi forte, notamment depuis le début des formations, la mobilisation n'est pas à la hauteur des enjeux. La CGT Educ'action a continué de consulter ses sections tout en tentant de poursuivre le travail intersyndical dans le département.

18. La CGT Educ'action 95 a poursuivi également sa réflexion sur son projet d'école. Afin de ne pas rester seulement dans la réaction à l'idéologie dominante, nous avons porté le débat notamment sur l'idéologie des compétences. Avec Sud éducation 95 (voir la CGT Educ'action 95 et les autres organisations syndicales départementales), la CGT Educ'action 95 a organisé une journée d'étude en juin 2015 sur les compétences en présence de Nico Hirt. Cette formation ayant réunie près de 80 personnes a rencontré un vif succès et a le mérite d'ancrer nos revendications sur le terrain des idées mais aussi en lien avec la pratique quotidienne des collègues. En amont de cette journée, nous avons publié un premier cahier spécial afin de porter un regard sur le système éducatif comme moyen de reproduction sociale. Cet outil devait être un moyen de présenter le syndicat comme un outil à la fois de lutte et de revendication mais aussi un moyen de penser son métier et son devenir. Nous avons pris toute notre part dans le débat concernant la définition de notre projet d'école au sein de notre union par des amendements et des débats au sein de nos instances locales. Notre analyse se porte aussi sur la déconstruction du langage managérial et ses conséquences pour le fonctionnement des écoles et des établissements. La pédagogie, outil d'émancipation sociale, est dévoyée par des pseudos spécialistes qui exploitent les concepts pour imposer l'école du capital. La CGT Educ'action poursuit sa construction des outils pour remporter la bataille des idées. Le manque de temps militant est malheureusement un frein pour ancrer encore plus cet aspect de notre engagement syndical pourtant central.

19. La CGT Educ'action 95 a poursuivi son travail au sein de l'UD 95 et de ses UL. En effet, nous construisons notre militantisme comme intercatégoriel et interprofessionnel en opposition à tout corporatisme. Cela se traduit par la représentation de notre syndicat au sein de la CE de l'UD et de deux UL. Nous avons participé activement à la lutte pour la défense de la maison des syndicats entre la fin 2014 et début 2015. En effet, à l'image d'autres offensives contre les droits syndicaux, la maison des syndicats de Cergy était menacée par le conseil général. Une mobilisation intersyndicale et interprofessionnelle a permis par de nombreux rassemblements et une journée de grève de faire reculer le président du conseil général du Val d'Oise. Nous avons également, en accord avec l'UL de Sarcelles, ouvert une deuxième permanence dans l'Est du département à Garges depuis le début décembre. Ce nouveau lieu doit permettre de favoriser le lien interpro dans l'Est du département tout en étant un lieu de rencontre pour les militantes du bassin de

Sarcelles.

20. Néanmoins, si l'on peut noter un



travail important avec les structures interprofessionnelles du département, nous regrettons les difficultés à mener des luttes communes avec les autres syndicats CGT. L'exemple des rythmes scolaires est pour cela parlant. Malgré des appels fédéraux communs, nous n'avons pas réussi à mettre en place au niveau local des actions fortes avec les syndicats communaux des agents dans les villes où nous sommes implantés. Cet aspect de notre militantisme doit être développé pour mener à terme des luttes communes comme sur Bezons ou Pontoise.

21. Evolution de notre syndicat

22. Notre syndicat reste sur une croissance de ses syndiqué-e-s sur les trois dernières années. En effet, nous étions à la fin 2012 lors de notre précédent congrès 277 FNI actifs. Nous sommes désormais 289 à la fin 2015 sans incorporer les ouvrières du nettoyage de Garges. Nous sommes néanmoins dans une évolution différente par rapport au précédent congrès. En effet, si notre progression antérieure était basée notamment sur la création de nouvelles bases, nous sommes désormais plus sur un renforcement dans les secteurs géographiques où nous sommes implantés. C'est notamment le cas dans les lycées polyvalents et professionnels. La syndicalisation dans certains LP est néanmoins inquiétante et reflète notre difficulté à être plus présent sur le terrain par l'organisation d'heure d'informations syndicales, diffusion de tract mais aussi la spécificité du département en terme de répartition géographique des établissements.. Nous poursuivons notre progression dans le premier degré même si celle ci ne reflète pas totalement l'importance du travail effectué dans le secteur. Des efforts ont été effectués en vue de la syndicalisation des personnels ATSS en lien avec l'évolution de notre champ de syndicalisation. L'absence d'élue-e-s dans les instances paritaires freine néanmoins notre développement. La CGT Educ'action 95 avec notre union académique apparaît toujours comme une force importante auprès des non-titulaires enseignant-e-s, vie scolaire ou AESH. La création d'un collectif autour de l'accompagnement du handicap a permis d'apparaître comme un soutien pour ces personnels souvent isolés et en grande précarité. La syndicalisation reste encore pour l'instant limitée.

23. Les élections professionnelles de 2014 n'ont pas permis de concrétiser notre progression en terme de syndicalisation. Si nous avons maintenu notre représentativité, nous avons reculé de 6 voix dans le département. Cette baisse qui n'est pas conséquente doit néanmoins nous alerter. La progression de 30 voix pour la liste premier degré commune avec SUD éducation signifie que nous avons enregistré un recul significatif dans les autres coprs et notamment dans celui historique pour la CGT Educ'action des PLP. L'obtention de la représentativité aussi bien au niveau local que national reste donc précaire et notre stratégie pour les prochaines échéances devra être anticipée.

24. La représentativité nous permet d'être présent au sein du conseil technique spécial départemental mais aussi pour la première fois au CHSCTD. Nous devons également faire le bilan de notre représentation dans ces instances. Notre présence

permet de faire entendre notre voix auprès de l'administration tout en permettant l'analyse des différents documents (DHG, Bilan, mesure de carte), d'obtenir à la marge des avancées pour les établissements et les écoles et favorise le travail intersyndical par un contact plus régulier avec les représentant-e-s des autres organisations. Il reste que cette partie de notre militantisme est chronophage et limite d'autres aspects comme notre présence sur le terrain. La nécessité de former un plus grand nombre de camarades au fonctionnement de ces instances est une nécessité pour permettre la croissance de notre activité. Le travail avec les sections doit également être développé pour rendre notre présence encore plus efficiente dans ces instances.

25. Cela passe notamment par une meilleure communication. Depuis notre dernier mandat, des efforts ont été effectués dans ce domaine. Nous avons mis en place un site internet qui va monter en puissance tout en étant un outil important de notre communication. Une lettre hebdomadaire est envoyée aux syndiqué-e-s pour les tenir au courant des principales informations syndicales. Des envois papier sont faits en direction des sections avec les publications mais aussi les documents de suivi paritaire pour permettre notre double casquette de défense individuelle et collective. Un journal départemental paraît tous les deux mois avec des informations locales. Nous devons favoriser une rédaction plus collective de ce journal afin de l'ancrer encore plus dans la vie des sections.

26. Nous avons comme mandat depuis le dernier congrès de favoriser la réunion d'une commission exécutive la plus représentative en terme de corps, répartition géographique des sections... Systématiquement, nous avons réuni une commission exécutive élargie avec les secrétaires de section afin d'obtenir l'audience la plus large possible au sein de nos réunions. En moyenne, deux CSD, instance souveraine entre deux congrès, ont été réunis par an. Nous faisons néanmoins le constat d'un manque de régularité dans la présence au sein de ces instances qui s'expliquent par les contraintes professionnelles et individuelles de chacun. Il reste que cela ne facilite pas la mise au travail de la commission exécutive. La mise en place d'un calendrier précis en début d'année peut être une piste pour l'amélioration de cette situation.

27. La commission exécutive a lors du dernier mandat élu un bureau élargi afin de mieux mailler le territoire tout en permettant la formation d'un plus grand nombre de militant-e-s. Il reste qu'il a été difficile de faire fonctionner pleinement le bureau du fait du manque de moyens et des difficultés similaires à celle de la CE. La permanence dans le suivi des questions financières et du fichier des adhérent-e-s permet une grande transparence sur ces questions essentielles au bon fonctionnement d'un syndicat. La présence d'élue-e-s paritaire au sein du bureau facilite le travail de suivi et de défense individuelle en favorisant notre réactivité. Cet aspect reste central dans la syndicalisation des camarades pour lesquels des questions individuelles sont une porte d'entrée dans le syndicalisme. La mise en place d'un co-secrétariat à trois puis à deux a permis une meilleure répartition des tâches tout en garantissant une continuité dans le travail syndical. Le renouvellement et l'ouverture des différentes

instances du syndicat doit être comme toujours une priorité comme gage de la bonne santé de notre organisation.

Vote du congrès sur le rapport d'activités :

POUR 27
CONTRE 0
ABS 0